



Brain-be

Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks

# POLICY BRIEF

Policy Brief n°3-FAR-FR

## Le faible soutien à la violence politique en Belgique

*Par le biais d'une enquête menée auprès de 3000 citoyens belges, nous avons analysé quel était le degré d'acceptation du recours à des moyens d'actions illégaux et violents à des fins politiques au sein de la population belge. Les résultats sont nets, le soutien à la violence politique est extrêmement faible. De la même manière, le soutien à des moyens d'investigation pour la police dépassant le cadre légal est très faible au sein de la population. Ces résultats sont robustes en tenant compte du profil sociodémographique des citoyens, de leurs attitudes politiques et sociales générales, et des causes idéologiques dont ils sont les plus proches. La seule exception, mais là encore le taux de soutien à la violence politique est minoritaire, est à trouver auprès des citoyens belges qui se déclarent proches de l'idée d'une fermeture complète des frontières du pays.*

## Contexte et question(s) de recherche

Suite aux attentats de Paris et de Bruxelles, diverses voix se sont fait entendre pour interroger une possible radicalisation d'une frange de la population belge. La focale s'est portée, logiquement, sur les auteurs d'actes violents pour des motifs de nature politique. Toutefois, au-delà des acteurs radicaux eux-mêmes, la question se posait de savoir si un nombre significatif de citoyens étaient prêts à accepter un recours accru à des moyens d'actions illégaux et violents. Ce contexte social constituerait un terreau fertile pour la radicalisation et mettrait en cause l'un des fondements de l'État de droit, soit le monopole de l'État quant au recours à la violence, et cela dans les limites du cadre légal existant. Ces inquiétudes se sont renforcées par la suite face à la montée de groupes politiques de diverses natures (identitaristes, gilets jaunes, anti-capitalistes, écologistes radicaux) menant des actions politiques illégales (blocages de route, occupation de bâtiment,...) voire violentes (milices privées aux frontières, détériorations de mobiliers publics, de commerces, de chantiers de construction, affrontement avec la police en marge de manifestations...). En parallèle, face à ces groupes radicaux, des questions ont commencé à se poser quant aux moyens d'investigation de la police pour enquêter sur la radicalisation. Un débat public a émergé sur les durées de mise en garde à vue, les moyens de surveillance ou encore les techniques d'interrogatoire. Là aussi, nous avons interrogé les citoyens belges sur leur degré d'accord face à de tels moyens d'action pour les autorités qui peuvent aller au-delà du cadre légal actuel.

### BRAIN-be

La recherche « Folks, Authorities and Radicalism: between polarization and social construction » (FAR est financée dans le cadre du programme [BRAIN-be](#) de la Politique scientifique fédérale (BELSPO).

BRAIN-be est un programme de recherche pluriannuel lancé par BELSPO en 2012. Il renforce la base scientifique pour l'élaboration des politiques ainsi que la stratégie et le potentiel des Institutions scientifiques fédérales (ESF).

BRAIN-be prend en charge des projets à partenaire unique ou en réseau, d'une durée de 2 ou 4 ans. La sélection des projets repose sur l'excellence scientifique et la réalisation des priorités de recherche nationales ou internationales ainsi que sur des besoins de la politique fédérale.

Face à ces questions, nous avons dans le cadre du projet FAR organisé une enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population belge composé de plus de 3000 personnes résidant en Belgique et âgées de 16 ans et plus. Dans le cadre de ce questionnaire, nous avons posé des questions sur leur degré d'acceptation de quatre actions illégales et violentes qui seraient menées par des groupes ou individus à des fins politiques : blocage de route, occupation de bâtiments, attaque envers des policiers, attaque envers des civils. Nous les avons également interrogés sur leur degré d'acceptation de trois modes d'enquête de la police pouvant aller au-delà du cadre légal actuel : mise en garde à vue au-delà de 48h, mise sur écoute du suspect et de ses proches, méthodes d'interrogatoire musclées.

## Principaux résultats

Les résultats de l'enquête sont très clairs. Le soutien aux actions violentes et illégales est extrêmement faible au sein de la population belge.

Près de 20% des répondants déclarent acceptable de bloquer des routes à des fins politiques. 14,6% jugent acceptable d'occuper des bâtiments, 7,6% d'attaquer des policiers et 5,8% de se prendre violemment à des civils.

L'acceptation envers des méthodes d'action de la police allant au-delà du cadre légal actuel est, en revanche, nettement plus élevée. Elle va de 30,3% pour les « techniques d'interrogatoire appuyées visant à affaiblir l'état psychologique et physique du suspect », à 39% pour la mise sous surveillance du suspect et des proches, et à 66,1% pour la mise en garde à vue au-delà de 48h.

Nous avons ensuite cherché à voir si certaines caractéristiques des répondants tendaient à accroître l'acceptation du recours à des modes d'action illégaux ou violents à des fins politiques. Les principaux résultats sont les suivants. L'acceptation des actions illégales ou violentes est un peu plus élevée chez les jeunes, chez les personnes moins diplômées et chez les personnes résidant en Flandre. Par ailleurs, on observe un plus grand degré d'acceptation de ces actions illégales ou violentes au sein de deux groupes idéologiques. D'une part, les répondants qui se disent le plus en accord avec l'affirmation selon laquelle « les autorités belges manquent de respect envers l'Islam et le Coran » tendent à être plus favorables à des formes d'actions plutôt illégales mais sans violence physique. D'autre part, les répondants qui jugent prioritaire de fermer les frontières sont à la fois moins rétifs au recours à la violence contre des policiers et contre des civils par des mouvements politiques. Enfin, il ressort que le fait d'être plus ouvert au pluralisme des opinions réduit nettement l'acceptation de la violence politique.

Le même type d'analyse a été mené concernant l'acceptation de modes d'actions par la police allant au-delà du cadre légal actuel. Sur la plan sociodémographique, le soutien est plus net chez les moins diplômés, les plus âgés et les répondants se déclarant chrétiens et ceux résidant en Flandre. Sur le plan idéologique, le soutien à ces modes d'enquête est surtout marqué chez les répondants qui sont favorables à une fermeture des frontières aux migrants.

BRAIN-be couvre un large spectre de recherches thématiques allant des sciences de la vie à la gestion du patrimoine culturel en passant par un certain nombre de défis sociétaux.

Le projet FAR fut coordonné par le Centre d'Étude de la Vie Politique (CEVIPOL) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), et mené conjointement par le Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre (IMMRC) de la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven) et la Direction Opérationnelle Criminologie de l'Institut National de Criminologie et de Criminologie (INCC).

## Conclusion et recommandations

La conclusion principale de l'étude est la tolérance des citoyens à l'action politique par des moyens d'actions illégaux ou violents est très faible de façon générale, elle est même presque totalement nulle pour les modes d'actions violents (attaquer physiquement des policiers ou des civils). Cela se vérifie dans toutes les couches de la population, et quelles que soient les convictions idéologiques, philosophiques et/ou religieuses. Si l'on regarde les variations individuelles, deux éléments posent cependant question. D'une part, au sein des mouvements identitaires et anti-immigration, le soutien à des actions incluant de la violence physique (à l'égard de policiers ou de civils) est un peu plus élevé. C'est donc surtout envers ces groupes que l'attention doit se porter. D'autre part, il semble que le rejet de la violence politique puisse s'acquérir par le biais de l'éducation et de l'ouverture au pluralisme des opinions. Il peut donc aussi être utile d'investir massivement à ce niveau, par le biais des écoles et des programmes d'éducation à la citoyenneté afin de reposer clairement les balises de l'action politique légitime. Cela semble d'autant plus important que c'est auprès des plus jeunes que la tolérance à l'égard de l'action politique illégale ou violente augmente.

Enfin, la question du rapport aux méthodes d'enquête par la police allant au-delà du cadre légal semble faire nettement plus débat au sein de la population. Un grand nombre de citoyens semblent ouverts à des gardes à vue prolongées, à des mises sur écoute des proches de suspect, voire même à des méthodes d'interrogatoire affaiblissant l'état physique et psychologique des suspects. C'est sans doute à ce niveau qu'un réel débat social et politique devrait être mené pour clarifier les limites que l'État de droit en Belgique fixe à l'égard de la police. Ce débat est d'autant plus urgent que nos résultats confirment le fait que le terrorisme peut conduire certains citoyens à admettre que la police sorte du cadre de l'État de droit dans ses actions. Cela pose des questions fondamentales pour la résilience de la démocratie face à la polarisation induite par les attentats.

## En savoir plus

Pilet, JB., Torrekens C., & Ognibene M. (2020) Les attitudes des citoyens belges à l'égard de la violence politique. Rapport sur les résultats préliminaires de l'enquête du projet FAR – WP2, Cevipol, ULB, mars 2020.

## Coordonnées

### Contact

Nom, Prénom: Pilet, Jean-Benoit, Torrekens, Corinne, Ognibene, Marco, Lebrun, Robin et Vrydagh, Fanny  
Institution/Département: Université libre de Bruxelles (ULB)  
e-mail: [Jean-Benoit.Pilet@ulb.be](mailto:Jean-Benoit.Pilet@ulb.be)